

*L'Adresse*

Un autre domaine dans lequel le gouvernement ne prend pas toutes ses responsabilités, c'est celui de la probité publique. C'est une louable chose de parler de la promotion de la démocratie parlementaire et du respect de l'autorité morale du Président de la Chambre. Mais, dans la recherche des conditions qui permettront aux parlementaires d'accroître leur crédibilité, il est trop facile de se limiter à des vœux pieux. C'est ainsi que le discours du Trône ignore la première mesure à prendre pour véritablement instaurer une éthique dans la gestion publique, à savoir le financement électoral populaire. Quand donc les partis fédéraux renonceront-ils aux contributions illimitées des grandes corporations? Quand donc feront-ils en sorte d'échapper à leur emprise? Le Bloc, lui, a consenti les sacrifices voulus pour entrer dans cette Chambre sans attache. Il a fait volontairement siennes les restrictions de la loi québécoise, s'inspirant ainsi de l'un des grands héritages démocratiques de René Lévesque. Parler d'éthique politique, se targuer de transparence publique sans souffler mot de la réforme du financement des partis, c'est de la poudre aux yeux.

Les perspectives qu'ouvrent les pieuses généralités du discours du Trône ne sont guère plus reluisantes en ce qui concerne l'équité. D'abord, au point de vue fiscal. Les silences de la version abrégée du livre rouge, qui tient lieu de discours du Trône, en disent long sur la complaisance libérale envers les iniquités fiscales.

Les citoyens et les citoyennes ne sont pas tous égaux devant l'impôt. Certains profitent d'abris fiscaux qui n'ont aucune productivité économique. Certains vendent des cigarettes ou de l'alcool de contrebande à d'autres qui les achètent. Et plusieurs évitent tout impôt en se branchant sur l'économie souterraine, dont l'essor est à la mesure de la piètre performance de la TPS. Celle-ci devait rapporter 16,5 milliards à l'État fédéral en 1991, alors qu'en réalité son rendement atteint seulement 15 milliards en 1993. La légitimité de l'État ne cesse de perdre des points. L'idée qu'il est admis de frauder l'État fait tache d'huile.

Il faut réajuster le tir. D'abord éliminer les abris fiscaux illégitimes. Ensuite s'attaquer résolument à la contrebande. Il n'y a en fait qu'une seule manière pacifique de réussir l'opération, c'est de couper l'herbe sous le pied des contrebandiers, c'est-à-dire réduire très nettement l'écart de prix entre le produit légal et le produit de contrebande. La réduction des taxes sur le tabac est devenue une urgence sociale, à cause de toutes les conséquences qu'entraîne leur niveau prohibitif. Il faut agir de manière rapide et décisive, sinon le contrat social continuera de se rompre chaque jour un peu plus.

Une injustice en amène une autre. Non seulement on laissera les familles riches mettre des capitaux énormes à l'abri, dans des fiducies exonérées d'impôt, mais en plus, dans une flagrante démonstration de double standard, on se rattrapera sur la protection sociale des démunis. Les coupures qu'on n'aura pas le courage de réaliser dans le gras de l'appareil gouvernemental, dans les dédoublements fédéraux-provinciaux et dans les abris fiscaux indus, ces coupures on les réalisera sur le dos des chômeurs, des bénéficiaires de l'aide sociale et des pensions de vieillesse. On s'appête à traiter en fauteurs de crise des citoyens qui en sont plutôt les premières victimes. Et tout cela au moment où ils ont le plus besoin des secours que leur garantissent

jusqu'ici les valeurs québécoises et canadiennes de compassion et de solidarité sociale.

• (1615)

Toutes sortes d'hypothèses circulent quant aux intentions gouvernementales en matière de programmes sociaux et de transferts aux provinces. On nous parle, comme dans le discours du Trône, de «réforme», de «renouveau», ou encore de «rationalisation», de «restructuration», de «modernisation», de «redéfinition», de «révision». On peut entendre toute la litanie des synonymes trompeurs utilisés couramment par les gouvernements pour ne pas prononcer les vrais mots que sont: coupure, réduction, diminution. Toute récession prolongée accroît les écarts de revenu entre ceux qui sont au sommet de la pyramide et ceux qui sont à la base. L'ancien gouvernement s'est montré particulièrement insensible devant la dureté de la dernière récession et son cortège de malheurs. Il y a une nouvelle pauvreté à l'échelle du Canada. Il n'est donc pas acceptable que les personnes ayant déjà trop souffert des difficultés économiques canadiennes soient également visées par de nouvelles restrictions budgétaires. Se sortir collectivement de la récession, c'est une chose. Le faire sur le dos de ceux qui souffrent déjà trop, c'en est une autre que le Bloc québécois dénoncera et combattra avec détermination. Pour nous, la protection sociale demeure intangible.

Il en va de même des transferts fédéraux aux provinces, déjà mis à mal au cours des dernières années. Ces transferts, on le sait, financent une partie des programmes sociaux des provinces. Le Parlement n'a pas encore été consulté que l'on évoque déjà, au gouvernement, le gel pur et simple de ces déboursés pour les cinq prochaines années. Une telle décision équivaldrait à tenir les provinces responsables de la crise budgétaire fédérale, ce qui constituerait une criante contre-vérité. Sur le plan économique, le gel des paiements signifierait une baisse, en dollars constants, de 3,5 p. 100 par année par personne, soit une réduction totale de 18 p. 100 sur cinq ans. Or, plus de 60 p. 100 de ces paiements sont versés aux provinces plus pauvres. Et le Québec basculerait dans le camp des contributeurs nets de la fédération, ce qui serait l'ultime aberration du régime. Pendant ce temps, le gouvernement fédéral se laverait les mains, laissant, avec une bonne conscience apparente, les provinces subir l'odieux du coup porté aux défavorisés.

À propos des iniquités fédérales à l'endroit du Québec, on ne peut pas parler de simple silence dans le discours du Trône, mais bien plutôt d'une chape de plomb qui s'abat sur ces manifestations particulièrement éloquentes du véritable sort que subit le Québec dans le régime fédéral canadien. Là-dessus, pas une ligne, pas un mot, pas un sous-entendu, rien. On continue de fermer les yeux sur les statistiques officielles, compilées à Ottawa même, qui démontrent clairement que, dans nombre de secteurs, le Québec reçoit beaucoup moins que sa juste part. On peut citer les achats fédéraux de biens et services, les investissements fédéraux, l'agriculture, la recherche et développement, le développement régional, la défense, etc. Des médias au Canada anglais ont accusé le Bloc de mettre l'accent sur les secteurs où le Québec est moins avantagé, et d'ignorer ceux où il fait bonne figure. On nous reproche donc de noircir indûment le tableau. Ici aussi la présence des souverainistes dans cette Chambre s'avère